

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 02 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24 et 27/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

O-I FRANCE SAS

69 RUE ALBERT THOMAS
BP 141
51100 Reims

Références : D3i n° 2023-938
Code AIOT : 0005701475

1) Contexte

Le présent rapport rend compte des inspections réalisées les 24 et 27/11/2023 dans l'établissement O-I FRANCE SAS implanté 69 RUE ALBERT THOMAS 51100 Reims. Les inspections ont été annoncées les 22 et 24/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les visites du 24 et 27/11/2023 ont été diligentées suite au courrier en date du 13/11/2023 informant l'inspection des installations classées de la remise en service du four n°2, et de l'impossibilité de traiter les rejets à l'atmosphère pendant les phases d'attrempage et de remplissage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- O-I FRANCE SAS
- 69 RUE ALBERT THOMAS 51100 Reims
- Code AIOT : 0005701475
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société OI Manufacturing exploite à Reims une verrerie relevant du régime de l'autorisation au titre des Installations classées pour la protection de l'environnement. Elle est autorisée par arrêté préfectoral en date du 21/10/2005 à produire 960 t/j de verre.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise en service du four n° 2

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 25	Mesures conservatoires, Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Traitement des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 26	Mesures conservatoires, Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'impossibilité de traiter les fumées du four n°2 lors de sa remise en service engendre le non respect des prescriptions des articles 25 et 26 de l'arrêté du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale.

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de rappeler à l'exploitant ses obligations par voie d'un arrêté préfectoral de mise en demeure, et de mettre en place des mesures conservatoires telles qu'un suivi renforcé et l'obligation pour l'exploitant de mener un travail afin que cette situation ne puisse plus se présenter lors d'une remise en service de four sur son site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, traitement des fumées four n°2
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les unités de traitement sont conçues pour pouvoir traiter avec l'efficacité nécessaire les effluents qu'elles peuvent recevoir. Des dispositions doivent être prises de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>Les unités de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier en date du 13/11/2023, l'exploitant a informé l'inspection du redémarrage du four n°2 suite à sa réfection.</p> <p>Dans ce courrier, l'exploitant explique que, pendant la phase d'attrempage et de remplissage du four, les produits de combustion passeront directement vers la cheminée, donc les rejets à l'atmosphère ne seront pas traités.</p> <p>En date du 24/11/2023, l'inspection s'est rendue sur site et a constaté que le four n°2 était vide et en cours de montée en température, les brûleurs utilisés fonctionnant uniquement au gaz.</p> <p>En date du 27/11/2023, l'inspection s'est rendue une nouvelle fois sur site et a constaté que le remplissage du four n°2 était en cours, la matière entrante étant uniquement du calcin (environ 200 tonnes sur les 1300 tonnes max). Les fumées passent directement par la cheminée. Il n'est pas</p>

possible d'y mesurer les poussières et les NOx.
Lors des deux visites, l'inspection a constaté que les effluents atmosphériques du four n°3 passent par les dispositifs de traitement avant rejet.
<p>Proposition de l'inspection:</p> <p>L'inspection propose de rappeler à l'exploitant ses obligations, y compris en période de redémarrage de ses installations, par voie d'un arrêté préfectoral de mise en demeure. A titre conservatoire, l'inspection propose de demander à l'exploitant de mener des investigations et d'établir un plan d'action de mise en conformité afin d'éviter qu'une telle situation ne se reproduise à la prochaine remise en service d'un four sur le site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures conservatoires, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Traitement des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Indisponibilité des systèmes de traitement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les unités de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant si besoin les fabrications concernées.</p> <p>La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration...), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an.</p> <p>Ces dépassements de valeurs limites devront faire l'objet de déclarations prévues à l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 susvisé. L'exploitant réalise une évaluation des polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la dernière visite d'inspection en date du 05/10/2023, il a été rappelé à l'exploitant qu'une évaluation des polluants rejetés est obligatoire à mettre en place en cas de dysfonctionnement de traitement.</p> <p>Au moment de la visite, l'inspection n'avait pas connaissance des nouvelles données relative à l'indisponibilité des systèmes de traitement. En effet, selon le registre transmis par l'exploitant, à la date du 09/10/2023, la durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement est de 415 heures.</p> <p>Proposition de l'inspection:</p> <p>Au-delà du fait de devoir mettre en place une procédure pour évaluer les polluants pendant les périodes de dysfonctionnement, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de rappeler à l'exploitant ses obligations par voie d'un arrêté préfectoral de mise en demeure, et de mettre en place à titre conservatoire, un suivi renforcé pour l'année 2024, à raison d'un bilan trimestriel présenté à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures conservatoires, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois